



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 16 mai 2022

Assassinat d'une journaliste palestinienne : l'État d'Israël responsable et coupable

La journaliste Shireen Abu Akleh, une figure connue dans tous les pays arabophones, a été abattue le 11 mai à Jénine lors d'un énième raid de l'armée israélienne dans cette ville pourtant située dans le territoire officiellement sous contrôle total de l'Autorité palestinienne. Journaliste, palestinienne et américaine, chrétienne née à Jérusalem, elle couvrait depuis 25 ans la situation du peuple palestinien et dénonçait régulièrement les crimes et exactions de l'armée et de la police israéliennes. Une balle l'a atteinte à la tête alors qu'elle exerçait son métier.

Après son assassinat, le Premier ministre israélien annonçait que Shireen Abu Akleh avait sans doute été tuée par des tirs palestiniens. Face aux nombreux témoignages infirmant cette version, l'État d'Israël a parlé de mener l'enquête mais refuse une équipe d'investigation indépendante. Piètre mais habituelle façon de cacher sa responsabilité.

Nul besoin par contre d'une enquête pour être révolté par ce qui s'est passé lors des obsèques de Shireen : les images ont fait le tour du monde, où l'on voit les policiers de Jérusalem attaquer le cortège funéraire, manquant de faire tomber le cercueil au sol, afin d'arracher les drapeaux palestiniens qui l'entouraient. Tout un symbole.

L'art de fermer les yeux

Le moins que l'on puisse dire est que les réactions des pays alliés de l'État d'Israël sont plus que modérées. Toutes les chancelleries ont chanté leurs couplets sur la liberté de la presse, mais aucune n'a condamné l'apartheid dont sont victimes les Palestiniens, ni la violence qu'ils subissent au quotidien.

Face aux images scandaleuses des violences policières sur le cortège funéraire, l'UE a condamné « le comportement irrespectueux de la police israélienne », l'État français s'est dit « profondément choqué » et le secrétaire d'État américain « profondément troublé ». Que de profondeur ! Mais la préoccupation première de ces gens est de passer sous silence la réalité de la situation palestinienne. Et pour cause, le gouvernement israélien avait reçu notamment le soutien tonitruant de Trump à sa politique de colonisation de la Cisjordanie et d'expulsion des Palestiniens qui y vivent, soutien que Biden a repris à son compte.

Une politique d'expansion coloniale

Le meurtre de la journaliste n'est que le dernier d'une longue série. Selon Reporters sans frontières, en quatre ans, au moins 144 journalistes palestiniens ont été victimes des violences des forces de l'ordre israéliennes dans les territoires occupés. Il s'agit pour le régime israélien d'empêcher que les exactions de son armée ne connaissent trop de publicité.

Le pouvoir favorise ouvertement les implantations « illégales » et « légales » de nouveaux colons dans les territoires occupés, rasant des villages entiers, emprisonnant chaque année des centaines de Palestiniens (4 500 actuellement dans les prisons). En 2021, l'ONG israélienne B'Tselem a recensé 313 morts dont 77 en Cisjordanie.

Sortir de l'état de guerre permanent

Les attentats récents à Jérusalem ont été le prétexte, pour le Premier ministre Naftali Bennett, à un appel à la population civile israélienne pour renforcer « les brigades des frontières ». Il s'appuie sur les forces les plus réactionnaires et racistes, pour augmenter la tension et faire pression non seulement sur les Palestiniens mais aussi sur les voix qui s'élèvent en Israël contre l'apartheid et l'oppression coloniale.

Cette politique ne peut mener qu'à une nouvelle catastrophe, pour le peuple palestinien d'abord, mais aussi pour les Juifs d'Israël qui ne gagneront pas la paix sur un champ de ruine.

Pour mettre fin à ce cercle infernal, il faudra évidemment que les habitants de la région, quelles que soient leur origine et leur religion, se battent ensemble contre leurs propres gouvernements, et nous contre les nôtres pour que les puissances impérialistes occidentales (entre autres) cessent de soutenir et d'armer contre vents et marées un État qui utilise la violence et la ségrégation comme base de son régime.

Solidarité avec les salariés en lutte de PEI

Depuis le 3 mai 2022, une majorité des 130 salariés de PEI du nettoyage du Technocentre Renault à Guyancourt (TCR) sont en grève. Ils dénoncent la tentative de Renault de faire des économies sur leur dos en réduisant le contrat de prestation de PEI.

Renault voudrait sous-traiter à PEI les baisses de salaires et les suppressions de postes. Mais face aux manœuvres des patrons, les grévistes poursuivent leur lutte, exigent le maintien de leur salaire à 100 % et refusent tout licenciement ou mutation forcée en cas de révision du contrat. Une grève à soutenir financièrement en versant à leur caisse de grève via ce QR Code... et en la propageant à d'autres secteurs !



Kleptomanie patronale

La moitié des imprimantes du site à « mystérieusement » disparu. Alors, si vous voyez le responsable des relations sociales déplacer une imprimante comme il a pris l'habitude de la faire avec les banderoles, les tables de pétition et les panneaux du collectif MERL à l'entrée du site, prévenez le service de sécurité, il a peut-être l'intention de ne pas partir du site les mains vides.

À moins que la disparition des imprimantes soit encore une mesure d'économies que la direction veut faire passer en catimini !

Encore un Guinet pas à regretter

Il aura justifié la poursuite de l'activité du site en mars 2020 malgré l'absence de masques et la concentration de nombreux salariés dans les ailes de banc. Puis il aura fait la chasse à ceux qui ne portaient pas correctement leur masque quand il est devenu obligatoire.

Il aura vénéré et défendu Ghosn quand il était aux affaires puis justifié en CSE que tout est de la faute de l'ancien PDG depuis qu'il a été débarqué. Maintenant que c'est à lui de se faire débarquer du site, il y a de grandes chances que le responsable des relations sociales se fasse charger par la nouvelle direction concernant le manque de "dialogue social". L'arroseur arrosé !

Ampère : Augmentons l'intensité de la lutte !

La direction générale a bien pris le soin de préciser dans son communiqué de presse concernant la scission du groupe que Lardy irait dans Ampère, l'entité Électrique. Comme quoi, la mobilisation qui se construit depuis le début de l'année commence à l'inquiéter et l'oblige à allumer des contre-feux.

Mais cette communication ne règle aucun des problèmes que nous sommes de plus en plus nombreux à soulever. Ampère ou pas, quel avenir pour les salariés ? Quels postes ? Quelles conditions de travail ?

Alors, pour que les mots deviennent des actes et que tous les emplois soient maintenus par de réelles reconversions, haussons collectivement le ton en participant massivement au **débrayage du 17 mai ET à la journée de mobilisation MERL du 2 juin !**

Insécurité sociale

Pour justifier la fermeture de son site de vente et réparation à Vaulx-en-Velin, la direction de Renault est allée chercher des excuses dans les poubelles de l'extrême-droite, prétendant que cette banlieue lyonnaise serait une « zone de trafic et de non-droit ». Mais aussi que le « faible niveau de vie des habitants ne cadre pas avec la clientèle recherchée ». Ce à quoi un syndicaliste a répondu : « s'ils nous trouvent trop pauvres, ils n'ont qu'à mieux nous payer ! ».

Renault a reconnu son mensonge quelques jours plus tard dans un communiqué... au profit d'un autre mensonge, celui des mauvais résultats du site. Un prétexte que les 105 salariés refusant la fermeture n'acceptent pas plus que la prétendue insécurité.

Tout augmente, sauf les salaires !

Alors que les prix flambent, les salaires stagnent ou les maigres augmentations sont immédiatement rognées par l'inflation. Les économistes au service du patronat justifient cela en prétendant que la hausse des salaires ferait monter les prix. En réalité l'inflation galopante n'a rien à voir avec cette supposée « spirale prix/salaires ». Au contraire : les revenus diminuent à cause de l'inflation !

Pour s'en sortir, il n'y a pas le choix : il faut augmenter les salaires et faire payer les patrons.

Et ils ont les moyens. Les actionnaires des groupes du CAC 40 vont recevoir 80 milliards d'euros de dividendes pour l'année 2021. Un pactole qui nous permettrait de payer le loyer, le carburant et de boucler les fins de mois. Il suffit d'aller le chercher.

L'inflation plus radicale que Mélenchon

L'alliance des partis de gauche a relancé la machine aux promesses électorales, mais le programme de cette NUPES n'a rien de séduisant. L'aspirant premier ministre Mélenchon a même dû rectifier une sa promesse de SMIC à 1400 € face à l'inflation galopante... Les élections législatives approchant : il propose désormais de passer de 1300 € aujourd'hui à 1500 €, si Macron l'accepte pour remplacer Borne...

De quoi reculer un peu le jour à partir duquel on est dans le rouge chaque mois... en priant pour que Mélenchon tienne parole !

Ce qu'il nous faut pour vivre dignement, ce ne sont pas des promesses électorales au rabais, c'est 1800 € minimum tout de suite.

Facebook
NPA L'Étincelle - Renault Lardy

